



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf.:DCPI-BICPE - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société  
UNI PACKAGING HELIO pour la poursuite  
d'exploitation de son établissement situé à CAUDRY.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 2016 prescrivant des mesures conservatoires à la SAS ROLAND UNI PACKAGING dans l'attente de la régularisation administrative de ses activités exercées à CAUDRY ;

Vu l'enregistrement au Tribunal de commerce d'Arras qui indique un changement de dénomination à compter du 31 décembre 2015 et précise :

Ancienne dénomination : ROLAND UNI PACKAGING  
Nouvelle dénomination : UNI PACKAGING HELIO ;

Vu les résultats suivants du contrôle inopiné sur les rejets atmosphériques de la machine d'héliogravure RO-TOMEC:

ROTOREC 4003 MP - le 25/05/2018												
Conformité de l'accès et du point de prélèvement : Conforme												
Variabilité des mesures : Stable												
Paramètres	Concentrations (mg/Nm3 sec)						Flux (g/h)					
	VLE	1er essai	2e essai	3e essai	Mesure moyenne	Conformités (C/NC)	VLE	1er essai	2e essai	3e essai	Mesure moyenne	Conformités (C/NC)
Débit (Nm3/h)	-	4500			-	-	-	-	-	-	-	-
COV	75	2880	4060	4190	3710,0	NC	-	27360	38570	39805	35245,0	-
Poussières	30	0,8			0,8	C	-	7,4			7,4	-

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant transmis à l'exploitant par courrier du 14 août 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 25 septembre 2018 ;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 22 juin 2016 susvisé concernant les valeurs limites d'émission n'est pas respecté ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réalisé de mesures de rejets atmosphériques, comme le stipule l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 22 juin 2016 susvisé et donc que l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 22 juin 2016 susvisé n'est pas respecté ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société UNI PACKAGING HELIO de respecter les prescriptions des articles 2 et 5 de l'arrêté préfectoral de mesures conservatoires du 22 juin 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> - Objet :

La société UNI PACKAGING HELIO dont le siège social est situé 24 hameau de la Neuville à AVERDOINGT (62127) est mise en demeure pour son site de CAUDRY de :

- respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté de mesures conservatoires du 22 juin 2016 concernant les valeurs limites d'émission en composés organiques volatils (COV) sous un délai maximal d'un an dès notification du présent arrêté.

Ce délai se décompose de la manière suivante :

- sous six mois à compter de la notification du présent arrêté : transmission au Préfet de la description de la solution technique choisie et d'un échéancier de mise en œuvre,
- sous un an à compter de la notification du présent arrêté : mise en place de la solution technique ;
- respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté de mesures conservatoires du 22 juin 2016 concernant la réalisation d'une campagne d'analyses des effluents gazeux des machines d'impression sous un délai maximal de 3 mois dès notification du présent arrêté.

## Article 2 - Sanctions

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 3 - Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

## Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet de CAMBRAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- au maire de CAUDRY,
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de CAUDRY et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 12 OCT. 2018

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint,

  
Thierry MAILLES



